

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables 2004 de l'année

Au sommaire :

Table des articles,
notes, conclusions
et avis classés par
noms d'auteurs
II à V

Pagination des
rubriques du "Droit
Ouvrier" 2003
VI

Table alphabétique des
matières
VII à XXVIII

Table chronologique
de la jurisprudence
XXIX à XXXV

Table thématique des
sommaires d'arrêts de
la Cour
de Cassation
XXXVI à XL

DOCTRINE

Marie-France Bied-Charreton : Quand le plan social devient "l'accompagnement" d'une violation par l'employeur d'un engagement de limiter le nombre des licenciements économiques...

Alain Chirez : La mécontente reste-t-elle une cause de licenciement ?

Emmanuel Gayat : Une lecture de *Valeurs de la démocratie* de Emmanuel Dockès.

Franck Héas : Le reclassement au sein d'une association.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

A travail égal, salaire égal : variations sur les aspects probatoires.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2004 - Note Michel Henry (p. 65)

Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié dues aux manquement de l'employeur.

Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 26 mai 2004, Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 14 septembre 2004, Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 octobre 2004 - Note Francis Saramito et Arnaud de Senga (p. 68)

Réintégration d'un représentant du personnel : quand l'analyse contractuelle vient renforcer la logique statutaire.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2004 - Note Manuela Grévy (p. 72)

Sort des contrats de travail lors du transfert de salariés vers une personne publique ayant des liens de droit public avec son personnel.

Conseil d'Etat (Section) 22 octobre 2004 - Note Jean-Louis Rey (p. 78)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Quand le plan social devient "l'accompagnement" d'une violation par l'employeur d'un engagement de limiter le nombre des licenciements économiques... **par Marie-France Bied-Charreton**, Avocat au Barreau de Paris 41
 ANNEXE : LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Plan social – Exécution – Obligations de l'employeur – Manquement – Portée.
 CONTRAT DE TRAVAIL, EXECUTION – Employeur – Responsabilité – Faute – Inexécution par l'employeur de ses obligations – Plan social – Engagements pris dans le cadre d'un plan social – Limitation du nombre de licenciements – Inobservation.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2003 43

La mésestante reste-t-elle une cause de licenciement? **par Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat au Barreau de Grasse 45
 ANNEXE : LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Motifs – Mésestante avec les autres salariés – Nécessité d'établir des faits imputables au salarié licencié – Bénéfice du doute.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 novembre 2004 46

Une lecture de "Valeurs de la démocratie" de Emmanuel Dockès, **par Emmanuel Gayat**, Avocat au Barreau de Paris 47

Le reclassement au sein d'une association, **par Franck Héas**, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-sud 49
 ANNEXE : LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Cadre.
COUR D'APPEL DE RENNES (8^e Ch.) 9 décembre 2004 53

Document :

Déclaration relative aux droits sociaux fondamentaux du groupe Renault 54
 Résolution sur l'application des normes sociales internationales en Europe adoptée par le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) les 13 et 14 décembre 2000 56

Jurisprudence :

CHSCT – Recours à un expert (deux espèces) – Projet important modifiant les conditions de travail – Notion – Réorganisation de services administratifs – Contestation patronale de l'expertise (rejet) (première espèce) – Coût de la procédure de contestation – Mise à la charge de l'employeur (première et deuxième espèces).
Première espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS, 4 février 2003 58
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 décembre 2004 59
Note Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga 59

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Mesures d'instruction – Désignation de conseillers rapporteurs avec pour mission de rechercher le bien-fondé et la pertinence de sanctions disciplinaires, du bien-fondé d'un rappel de salaire et du bien-fondé d'allégations de harcèlement moral.
COUR D'APPEL DE PAU (Ch. Soc.) 10 mai 2004 60

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Conseiller salarié – Statut – Absences justifiées par leur fonction – Maintien de leur rémunération sans diminution – Allocation de déplacement et de nuit (première espèce) – Prime d'habillement et de déshabillage (deuxième espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 juillet 2004 62
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 octobre 2004 63

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX – Désignation – Statut protecteur – Accusation de fraude – Charge de la preuve.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 octobre 2004 64

DISCRIMINATION – Charge de la preuve – Principe "A travail égal, salaire égal" – Éléments relatifs à l'inégalité de rémunération reposant sur le salarié – Preuve d'éléments objectifs justificatifs relevant de l'employeur.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 septembre 2004 65
Note Michel Henry 65

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Redressement judiciaire – Instance en cours au jour du jugement d'ouverture – Appel diligenté postérieurement – Poursuite de l'instance en présence du représentant des créanciers et de l'administrateur.
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^e Ch.) 11 mai 2004 67

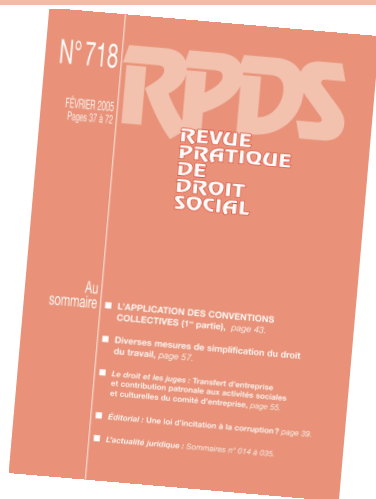
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salariés prenant acte de la rupture de leur contrat (trois espèces) – Harcèlement moral – Comportement fautif de l'employeur – Licenciement sans cause réelle et sérieuse – Dommages-intérêts pour préjudice distinct de la seule perte d'emploi (première et deuxième espèces) – Contrat de travail – Rupture – Démission motivée par des griefs – Action prud'homale en requalification – Appréciation du juge (troisième espèce)
Première espèce : COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 26 mai 2004 68
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^e Ch.) 14 septembre 2004 69
Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 octobre 2004 71
Note Francis Saramito et Arnaud de Senga 71

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Annulation de l'autorisation de licenciement – Reprise dans l'entreprise avec dispense de travail – Caractère non effectif de la réintégration – Manquement de l'employeur – Refus d'une modification du contrat de travail par le salarié – Licenciement – Nullité de la rupture.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 juin 2004	72
Note Manuela Grévy , Maître de Conférences à l'ISST de Sceaux	73
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Confidentialité des communications téléphoniques – Matériel mis à disposition excluant leur interception et présentant l'identité de leurs correspondants.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 avril 2004	75
Note Maurice Cohen	75
SALAIRES – 1° Frais professionnels – Imputation sur la rémunération (non) – 2° Montant – Détermination – SMIC – Impossibilité de détermination de la durée du travail – Caractère indifférent.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2004	76
SÉCURITE SOCIALE – Contentieux – Décisions des commissions de recours amiable – Contestation – Délai de recours de deux mois à compter de la date à laquelle l'intéressé en a eu connaissance – Lettre de notification de la Caisse retournée à l'expéditeur – Délai n'ayant pas commencé à courir.	
COUR DE CASSATION (2e Ch. Civ.) 16 septembre 2003	77
SÉCURITE SOCIALE – Régime général – Cotisations – Assiette – Exclusion des prestations d'une mutuelle dès lors qu'elle est en relation avec l'action de prévoyance et de solidarité qui lui est dévolue – Participation de l'employeur à son financement constituant une circonstance indifférente.	
COUR DE CASSATION (2e Ch. Civ.) 29 juin 2004	77
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Service public administratif géré par une personne privée – Reprise par une personne publique – Situation du personnel – Maintien de liens de droit privé dans l'attente de décision explicite de la personne publique.	
CONSEIL D'ÉTAT (section) 22 octobre 2004	78
Note Jean-Louis Rey , Conseiller à la Cour administrative d'appel de Bordeaux	79
TRIBUNAUX (deux espèces) – Répétition de l'indu – Prescription – 1) Salaires – Prescription quinquennale applicable à l'action en paiement ou en restitution de ce paiement (première espèce) – 2) Prestations de retraite complémentaire – Répétition soumise au régime spécifique des quasi-contrats – Prescription trentenaire (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 juin 2004	81
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (2e Ch. Civ.) 16 décembre 2003	82

Chroniques jurisprudentielles

Droit pénal du travail (extraits de décisions sélectionnés et commentés par Marc Richevaux)	
CONTRAT DE TRAVAIL – Connexion Internet – Utilisation massive pour consultation de sites pornographiques – Abus de confiance – Action civile – Préjudice – Réparation – Atteinte à l'image de marque et à la réputation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 19 mai 2004	83
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Entrave – Mise à disposition d'un local – Infraction – Constitution de partie civile du syndicat – Recevabilité (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 28 septembre 2004	84
TRAVAIL DISSIMULÉ – Constitution de partie civile – Caisse de Sécurité sociale – Recevabilité (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 14 septembre 2004	86

RPDS 718 - Février 2005



Au sommaire :

L'application des conventions collectives (1ère partie)

Diverses mesures de simplification du droit du travail

Transfert d'entreprise et contribution patronale aux activités sociales et culturelles du comité d'entreprise

L'actualité juridique (sommaires nos 014 à n° 035)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à
NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.

Prix du numéro : 5,49 € (+ forfait de 2,59 € par envoi). Abonnement : 56,41 € par an

Commande, paiement et abonnement en ligne sur notre site internet

www.librairie-nvo.com